

CAMEROON

**DECLARATION DU PRESIDENT
DE LA REPUBLIQUE POUR LE SOMMET
MONDIAL SUR LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES A COPENHAGUE**

(Copenhague du 7 au 18 décembre 2009)

- **Monsieur le Président,**
- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Qu'il me soit d'abord permis de remercier le Gouvernement du Danemark d'avoir accordé l'hospitalité à ce Sommet sur les changements climatiques dont l'importance n'échappe à personne. Je voudrais également dire aux autorités danoises que nous sommes très sensibles aux attentions dont ma délégation et moi-même avons été l'objet de leur part.)

Par ailleurs, je ne saurais manquer de féliciter Monsieur le Secrétaire Général des Nations-Unies d'avoir pris l'initiative de ce Sommet.

- **Mesdames, Messieurs,**

Lorsque nous avons décidé de nous réunir ici à Copenhague, c'était, je le rappelle, dans l'intention de conclure un accord sur les changements climatiques qui prendrait le relais du Protocole de Kyoto à l'expiration de celui-ci.

Entre temps, les effets dévastateurs de ces changements, mieux connus grâce au progrès scientifique, ont fait prendre conscience par les populations de la planète de l'importance de ces questions et de l'urgence de leur trouver des réponses. Nous sommes tous témoins en effet des conséquences néfastes des changements climatiques sur l'agriculture, la biodiversité, les ressources en eau et, bien entendu, sur l'alimentation et la santé humaines.

Mon pays subit de plein fouet l'impact de ces modifications du climat.

Ainsi, dans la zone soudano-sahélienne, la situation est de plus en plus critique. Tandis que la température est en augmentation constante, la pluviométrie continue de baisser, entraînant une inexorable avancée du désert. En une vingtaine d'années, la ceinture de production de certaines cultures comme le coton et le maïs s'est déplacée de plusieurs centaines de kilomètres vers le Sud, exposant la partie septentrionale du pays à un déficit chronique de la production agricole.

L'assèchement accéléré du Lac Tchad est aussi un phénomène très préoccupant pour le Cameroun et les autres pays riverains, qui met en jeu la survie des populations concernées.

Sur sa façade atlantique, mon pays est exposé à la dégradation de ses écosystèmes littoraux en raison de l'ensablement sédimentaire, des inondations et de la montée des eaux salées.

Dans la partie Sud du Cameroun, la conservation et l'exploitation écologiquement rationnelle de la forêt tropicale soulèvent de nombreux problèmes en raison de l'importance de ce secteur pour l'économie nationale.

Face à cette situation, le Gouvernement camerounais a pris un ensemble de mesures, telles que la mise sur pied d'un Plan National de l'Environnement et d'un Plan de Développement des Forêts ainsi que le Lancement d'une campagne de reboisement baptisée « Opération Sahel vert » de concert avec les pays sahéliens de la région. Ces mesures s'intègrent dans notre politique nationale de l'environnement et sont conformes à nos engagements internationaux, à savoir la Convention Cadre des Nations Unies sur le changement climatique et le Protocole de Kyoto.]

Mesdames, Messieurs,

Il y a trois mois les Chefs d'Etat et de Gouvernement réunis à New York dans le

cadre d'une rencontre de haut niveau sur les changements climatiques ont exprimé leur volonté d'aboutir ici à Copenhague à un accord mondial équitable sur ces questions dans la perspective de l'après Kyoto. Par la suite, les négociations se sont poursuivies de telle façon que nous serons probablement amenés à réviser à la baisse le niveau de nos attentes.

Néanmoins, nous participons au présent Sommet avec la conviction que le caractère global des changements climatiques requiert des solutions elles aussi globales. Nous pensons également qu'il convient, en tout cas, de réaffirmer la nécessité d'ouvrir la voie à des engagements fermes, consensuels et contraignants.

A défaut d'un accord global immédiat, il importe :

- que les engagements de réduction des gaz à effet de serre par les pays industrialisés soient clairement définis et énoncés,**
- que des transferts de technologie soient envisagés afin de permettre d'atténuer les effets des changements climatiques dans les pays en développement.**

- que le mécanisme de contrôle proposé tienne compte des différents niveaux de responsabilité en ce qui concerne la pollution atmosphérique. On sait en effet que l'Afrique, bien qu'elle ne participe que très peu aux émissions de gaz à effet de serre, subit fortement les effets de la pollution.

D'une façon générale, je crois qu'il serait équitable que, dans les arrangements à venir concernant les financements et les transferts de technologie, un traitement particulier soit accordé aux pays en développement, notamment à ceux du Bassin du Congo. Ils consentent en effet de lourds sacrifices pour entretenir et régénérer la deuxième réserve forestière mondiale après l'Amazonie, l'une et l'autre étant les poumons de la planète grâce à leur capacité de rétention du carbone et de production d'oxygène.

• Mesdames, Messieurs,

Ce Sommet est d'une importance capitale. Cela personne ne le conteste. Il s'agit de la survie de l'espèce humaine. Déjà, certains dommages causés par les changements climatiques sont irréversibles. Il faut donc à tout prix arrêter ce processus d'auto-

destruction. Nous ne pourrons y parvenir que par une mobilisation résolue de tous et de chacun.

Il y a urgence. Ne l'oublions pas.

Je vous remercie de votre attention.-